

L'Étincelle



PSA Poissy

Lundi 18 juillet 2016

Un attentat écœurant, des guerres révoltantes

L'odieux attentat qui a frappé Nice le soir du 14 juillet ne peut que remplir d'effroi. En lançant son camion à pleine vitesse à travers la foule, l'assassin a fait 84 morts, hommes, femmes, enfants. Devant cet acte barbare, on ne peut que se sentir touchés et solidaires des victimes et de leurs proches.

Les motivations exactes du tueur restent encore floues. Était-il une recrue de l'État islamique, qui a revendiqué l'attentat deux jours après ? Ou s'agit-il d'un acte isolé d'un déséquilibré à la folie meurtrière ? Il est vrai qu'il intervient dans un contexte général marqué par des attentats en Europe, aux États-Unis et au Moyen-Orient inspirés ou commis par l'État islamique.

Aussitôt, François Hollande a décidé de prolonger l'état d'urgence qu'il voulait lever quelques heures plus tôt. Le massacre de Nice souligne pourtant son inutilité. Et aux gesticulations de Cazeneuve qui appelle les « patriotes » à s'engager sous les drapeaux pour on ne sait trop quelles missions, il faut ajouter les réactions ridicules de la droite. Dans la course à l'élection présidentielle, les candidats à la primaire de droite rivalisent de postures martiales et de propos répugnants mélangeant terroristes, musulmans, migrants et immigrés. À Nice, l'assassin a frappé aveuglement sans se préoccuper de l'origine ou de la religion de ses victimes.

15 ans de guerre et d'interventions impérialistes

Comme après les attentats du 13 novembre, Hollande s'est aussi empressé d'annoncer une intensification des bombardements français en Irak et en Syrie.

Les populations syriennes et irakiennes subissent attentats, guerre et massacres depuis des années. Plus de 620 Irakiens sont morts dans des attentats depuis février 2016. En Syrie, un décompte crédible est-il possible ? Et pourtant, c'est sur ces populations déjà meurtries, premières victimes des actions des groupes djihadistes, que Hollande se propose de frapper.

L'émotion et la colère ne doivent pas nous rendre complices de la politique guerrière de François Hollande. La barbarie des bombardements des grandes puissances ne vaut pas mieux que celle de l'État islamique.

Ce sont justement les guerres menées par les pays prétendant aux rôles de gendarmes du monde qui ont

créé une situation de chaos au Moyen-Orient. Ces guerres impérialistes sont la première cause de la prolifération des groupes armés se réclamant du djihadisme, qui cherchent à imposer leur dictature réactionnaire et sanglante sur les populations de cette région.

En 2001, les États-Unis avaient déclenché la guerre en Afghanistan (accompagnés par la France) puis celle d'Irak en 2003, en réponse aux attentats du 11 septembre. Quinze ans après, un rapport britannique officiel dénonce les mensonges de Tony Blair, Premier ministre anglais de l'époque pour suivre les États-Unis dans cette guerre pour le pétrole. Non seulement ce sont les populations qui ont été saignées par ces offensives mais aujourd'hui ces pays sont en proie à la guerre civile. Tout comme l'est la Libye après l'intervention franco-anglaise. En Irak et en Syrie, l'hostilité entre Sunnites et Chiites, instrumentalisée par le gouvernement américain dans les années 2000, est aujourd'hui un des terrains sur lesquels prospère l'État islamique.

Refuser l'union nationale

L'impérialisme et l'islamisme radical poursuivent les mêmes buts : la mise en coupe réglée de la population en utilisant tous les préjugés pour diviser les opprimés entre eux.

En poursuivant ces politiques guerrières, les dirigeants français ne défendent pas la paix et la sécurité dans le monde. Ils aggravent la misère et la haine. Ils ne visent qu'à préserver les intérêts économiques des grandes multinationales, du pétrole ou de l'industrie d'armement, peu leur importent les conséquences pour les populations, là-bas comme ici.

C'est pourquoi, quelle que soit notre révolte face à ces attentats odieux, nous devons refuser résolument de marcher dans leur union nationale, où les possédants et les gouvernants voudraient nous emmener à soutenir la poursuite de guerres faites pour leurs profits, et où nous n'avons rien à gagner, et tout à perdre.

L'« esprit de la Loi Travail »... Ça Valls à PSA !

Le nouvel accord compétitivité vient d'être signé à PSA par tous les syndicats sauf la CGT. Le 8 juillet, Manuel Valls twitte : « *Accord remarquable chez PSA : trouver avec les syndicats de l'entreprise les solutions pour s'adapter et rebondir. Esprit de la Loi Travail.* »

Certes, PSA, Renault, voire la SNCF, n'ont pas attendu la Loi Travail pour imposer depuis 2013 leurs accords locaux et autres chantages qui prévalent de fait sur tout accord national. Le dernier à PSA accroît encore la flexibilité en allongeant des compteurs de modulation pour compenser à son bon plaisir les heures ou les samedis supplémentaires par du chômage partiel.

Ne plus rémunérer la moindre heure supplémentaire, tout en faisant peser sur tous la menace de licenciements, rendus encore plus faciles et moins coûteux : en effet, c'est tout l'esprit de la Loi Travail !

Les compteurs modulation à la poubelle !

L'accord NCS 2 aggrave le fonctionnement des compteurs inaugurés avec le NCS 1. Avant le système de modulation était de -5/+5 jours, il passe de -12/+8 jours. La remise à zéro des compteurs aura lieu en 2020, d'ici là la direction essaiera de nous imposer plus de samedis obligatoires et de chômage selon ses besoins. Même si un samedi sur trois sera payé en H+ individuel, il restera obligatoire. Ras-le-bol des compteurs, imposons que chaque heure travaillée soit payée dans le mois et que les heures sup soient au volontariat !

« PSA embauche... tout en réduisant ses effectifs »

C'est le magazine économique *Challenges* qui titre. On n'aurait pas mieux dit. L'accord prévoit le recrutement de 6 000 « emplois jeunes » en 3 ans (des contrats précaires subventionnés par l'État, donc sur nos impôts). Seuls 1 000 CDI seront créés, à comparer aux 17 000 emplois perdus récemment dans le groupe PSA France. Au même moment, il programme plus de 18 000 mobilités internes (et donc une forte instabilité des postes). Et l'accord n'apporte aucune garantie sur le maintien des sites industriels.

Rétrogradation au « forçariat »

Avec l'accord NCS2, la direction va proposer aux ouvriers professionnels de se porter « volontaire » (à la mode PSA) pour travailler sur postes en production. Elle leur donnera en 2 fois une unique prime de 240 € bruts. Des cacahuètes pour compenser une stagnation de salaire, car on voit mal comment progresser sur les coefficients de carrière, tout en étant rétrogradé d'un point de vue technique. Pas de quoi se précipiter donc.

Professionnel ou ouvrier, avec ou sans cette prime incitative, refusons de se faire balader à des postes que nous ne voulons pas tenir.

Attaque contre équipe de Nuit, ça va déménager

L'accord permet à la direction de créer une équipe de nuit aménagée à temps partiel : 28h30 de travail sur 5 jours. Aux réunions d'UEP, les RU sont restés flous voire ignorants sur le mode de rémunération. Mais ce

seront bien 28h30 payées 28h30, ce qui équivaudrait à une perte d'environ 350 à 400 € par mois. Tout ça pour temps de travail variable en fonction des besoins, des heures sup non payées, la possibilité pour la hiérarchie de prévenir en début de séance de l'heure de fin (overtime)... Inacceptable !

Leurs réels projets, on doit leur faire cracher

Aux mêmes réunions d'UEP de l'équipe de nuit, certains RU ont affirmé que pour mettre en place l'équipe de nuit aménagée, il faudra mettre fin à l'équipe de nuit actuelle. La direction ne dit rien sur le sujet, histoire que chacun tire ses conclusions dans son coin et qu'elle puisse après compter le nombre de volontaires au départ. Manière de se laisser les mains libres et de préparer la demi-équipe de nuit à moindre frais tout en dégraissant massivement.

Dans les prochains jours et les prochains mois n'hésitons pas à demander des explications à tous les hiérarchiques qui nous tombent sous la main !

En nuit non plus : pas de bras, pas de chocolat...

Au Montage, équipe C, la hiérarchie ne donne plus les chiffres de véhicules produits par séances. Depuis deux semaines on en est régulièrement à jusqu'à -10 véhicules. Avec les pannes, les arrêts, les anciens expérimentés poussés dehors, plus personne n'arrive à tenir les cadences... Un seul coupable : la direction !

Tout ça pour se retrouver vendu quand même

PSA entend continuer l'externalisation de certains services. Tout ce qui va changer avec le NCS2, c'est que PSA s'est vaguement engagé à communiquer un peu mieux sur ses décisions de ventes à la sous-traitance... mais le résultat sera le même : la porte.

Y a pas de petits profits

Au Montage B2, en général à la sonnerie des pauses, la chaîne s'arrête. Mais... pas à MV4. Là-bas, c'est au moniteur ou à un opérateur de l'arrêter lui-même, sinon ça continue. La direction gratte ainsi 30 secondes ou une minute à chaque pause. Autant de véhicules gagnés (combien sur une année ?) et de travail non payé que la direction nous vole ouvertement.

Le Brexit a bon dos

Le Brexit a été brandi par la direction et des syndicats complaisants pour faire signer le nouvel accord. Ça a encore servi de prétexte pour justifier le vendredi 22 en H- pour les 3 équipes.

La direction dit qu'elle perdrait 1,6 milliard d'euros sur le marché anglais (?) vu qu'elle n'a plus d'usine sur place. Pour cause : l'usine de PSA Ryton a été fermée en 2007 après que nos collègues anglais se soient faits imposer baisses de rémunération et augmentations du temps de travail, à coups de chantages (à la fermeture!)... C'est exactement ce que prévoit l'accord NCS 2 !

Barrières douanières et fluctuations de la monnaie ne sont que des prétextes bidon pour sauver et augmenter leurs bénéfices nets sur notre dos.